

# L'accord avec le Canada perdu dans les limbes

**Un an après sa signature, l'accord économique et commercial passé entre l'Union européenne et le Canada (le «Ceta») reste au placard. En attendant les élections canadiennes...**

**FRÉDÉRIC ROHART**

Ça aura été le chant du cygne de Karel de Gucht. À défaut d'avoir pu boucler le traité avec les États-Unis avant la fin de son mandat comme il l'espérait, l'ex-commissaire au Commerce paraphait il y a tout juste un an un accord de libre-échange avec le Canada. Douze mois plus tard, le texte de 1.600 pages est toujours en cours de traduction et d'adaptation juridique à la Commission européenne. La procédure est normale... «*Mais ça prend un peu plus longtemps que prévu*», concède-t-on en interne. Et la tenue d'élections législatives le 19 octobre au Canada n'y est peut-être pas étrangère, indique de son côté Marie Arena, eurodéputée et membre de la commission commerce international du Parlement.

Car en l'état, l'accord de Karel De Gucht n'aurait aucune chance d'être validé par le Parlement européen. Le groupe socialiste, le deuxième en nombre d'élus, refuse de valider un traité de libre-échange qui prévoit de recourir à des «arbitres» privés pour régler d'éventuels différends entre investisseurs et États – ce qu'on appelle le système «ISDS». La Commission européenne vient de proposer la création d'un nouveau mécanisme d'arbitrage, public cette fois, dans le cadre des négociations avec les États-Unis pour le traité transatlantique (TTIP). «*La Commission peut difficilement dire qu'avec les États-Unis on propose un ISDS corrigé mais qu'il n'est pas nécessaire d'appliquer la correction au Canada*», indique Arena.

La ligne officielle à la Commission est claire: il n'est pas question pour l'heure de rouvrir les négocia-

tions avec Ottawa. D'ailleurs, souligne-t-on au Berlaymont, le système ISDS a déjà connu des améliorations significatives, notamment en termes de transparence, dans sa version euro-canadienne... Pourtant la perspective d'un blocage au Parlement pourrait inciter la Commission à tenter de modifier l'accord – en activant par exemple la clause de révision qui permet d'amender le traité. Dans ce cas, rien ne sert d'en discuter avec les Canadiens à moins d'un mois de leur scrutin national.

## Échauffement

Selon la Commission européenne, «l'Accord économique commercial global» avec le Canada pourrait doper le produit intérieur brut de l'Union européenne de 12 milliards d'euros et n'aura pas d'impact négatif sur «*la démocratie, l'environnement ou la santé et la sécurité des consommateurs*» puisque «*toutes les garanties nécessaires ont été prises*».

Mais en Belgique et dans d'autres pays européens comme l'Allemagne, la société civile reste mobilisée contre ce qu'elle considère au mieux comme un chat dans un sac. Vendredi, Test-Achats, les mutualités, les trois syndicats, Inter environnement, le CNCD-11.11.11 se sont fendus d'une lettre ouverte aux gouvernements de Belgique pour qu'ils refusent de signer l'accord tant qu'ils n'auront pas «d'analyses suffisantes» sur les implications du Ceta sur la vie des Belges. Un échauffement avant la suite de la bataille du TTIP.

**«Ce sera non au Ceta s'il contient les cours d'arbitrage privés comme prévu.»**

**MARIE ARENA**  
EURODÉPUTÉE (PS)